

<http://ugtg.org/spip.php?article1564>



A propos de l'épidémie de choléra en HAÏTI : Des matières fécales naguère déversées par la MINUSTAH une rivière à Hinche.



Date de mise en ligne mercredi 10 août 2011

- International -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



La population de la région du Plateau Central (est) réproûve les actes de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) qui a déversé en fin de semaine dernière des matières fécales près de la rivière Guayamouc. Les autorités locales dénoncent ces pratiques, qualifiées de « **vagabondage** », moins d'un an après le déclenchement dans cette région de l'épidémie de choléra qui a déjà fait plus de 5000 morts à travers le pays.

Les habitants du quartier de Sully à Hinche (est) sont en colère après que plusieurs camions de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) aient déversé le 6 août des matières fécales dans des trous creusés à quelques mètres de la rivière Guayamouc.

Les riverains ont été alarmés mais n'ont pu stopper l'opération, selon des témoignages recueillis sur place par AlterPresse.

Pour l'heure c'est l'inquiétude qui règne, et personne ne veut emprunter la route menant vers cette partie du quartier de Sully où les matières fécales dégagent une odeur nauséabonde.

Le maire de la ville, André Renard, qui s'est rendu sur les lieux en compagnie de plusieurs journalistes, n'a pas caché son indignation devant ce qu'il appelle « **une atteinte à la dignité humaine** ».

« *Je réclame une fois de plus le départ du contingent népalais. Ce sont des porteurs de la bactérie *Vibrio cholerae*, il viennent nous exterminer, il est temps qu'ils partent* », ajoute-t-il.

André Renard exhorte la population à s'organiser en brigade de vigilance en vue d'empêcher toute action visant à utiliser leur quartier comme dépotoir de matières fécales.

De son côté, le premier sénateur du Plateau Central, Francisco Delacruz (Alternative), qualifie le déversement de matières fécales près de la rivière Guayamouc d'acte de « **vagabondage** ».

L'élue du centre se propose de s'entretenir avec les autorités compétentes de L'ONU en vue de corriger cette situation.

Par ailleurs des jeunes qui habitent le village Kiskeya (Hinche) demandent à l'État haïtien de prendre des dispositions pour débarrasser le sol national des forces étrangères. Ils menacent de créer des troubles si leur voix

n'est pas entendue.

Des membres de diverses organisations sociales interrogés par AlterPresse expriment leur réprobation des actes posés par la MINUSTAH. Pour eux les forces onusiennes n'accordent pas d'importance à la vie des Haïtiens. Ils critiquent aussi l'attitude apparemment insouciante des responsables de l'État.

Jusqu'à dimanche dernier, aucun responsable local de la MINUSTAH ne s'était prononcée sur les actions reprochées à la force onusienne.

La thèse, selon laquelle les casques bleus népalais basé à Mirebalais (toujours dans le Plateau Central) ont importé en Haiti la souche de choléra a été confirmée par des scientifiques, entre autres le Français Renaud Piarroux.

L'argumentation - accusant la force onusienne dans la propagation du choléra en Haïti - est développée dans le numéro de juillet 2011 de la revue "Emerging infectious diseases", une publication des centres nord-américains de contrôle et de prévention des maladies (Cdc).

Les scientifiques ont présenté des " **preuves solides** ", " **suggérant fortement** " l'implication d'un contingent de militaires onusiens, originaires du Népal, ayant contaminé une rivière haïtienne à cause des mesures sanitaires inappropriées sur leur base.

Mais cette thèse a été réfutée par la MINUSTAH.

Dès octobre 2010, les riverains de la rivière de Mirebalais avaient pointé du doigt les militaires népalais dans l'introduction de l'épidémie du choléra, à partir de matières fécales jetées dans le fleuve de l'Artibonite qui traverse les départements géographiques du Centre et du Nord d'Haïti.

Il s'en était suivi plusieurs manifestations de protestations contre la force onusienne déployée en Haïti depuis juin 2011.

Hinche, 9 aout 2011 - AlterPresse

